

ROYAUME-UNI

L'économie britannique est très ouverte, et son système STI jouit d'un solide financement et d'une forte participation des entreprises étrangères. La Stratégie industrielle lancée en 2012 oriente la politique d'innovation vers les domaines dans lesquels l'action gouvernementale peut avoir un impact réel et précoce.

Enjeu 1 : Cibler les domaines/secteurs prioritaires – Nouvelle politique industrielle. La Stratégie industrielle du gouvernement vise à conclure des partenariats stratégiques avec l'industrie dans 11 secteurs, dans lesquels le pays est un leader mondial ou a la capacité de le devenir, et qui sont susceptibles de stimuler la croissance dans l'ensemble de l'économie. Les principaux exemples de partenariats de ce type sont l'Aerospace Technology Institute (avec financement conjoint de 2.8 milliards USD ou 2 milliards GBP), l'Automotive Advanced Propulsion Centre (1.5 milliard USD ou 1 milliard GBP), ainsi que les Centres for Agricultural Innovation et l'Agri-Tech Catalystr.

Le gouvernement devrait également investir dans huit plateformes transversales consacrées aux nouvelles technologies, pour lesquelles le Royaume-Uni possède de vastes compétences en matière de recherche ainsi que la capacité de les exploiter commercialement, avec un budget de 879 millions USD (600 millions GBP) en 2012. Les pouvoirs publics établissent par ailleurs un réseau de centres Catapult, qui permet aux petites entreprises d'accéder à un équipement spécialisé et à de nouvelles technologies, tout en les mettant en contact avec d'autres entreprises et une expertise universitaire.

Enjeu 2 : Relever les défis de la mondialisation dans le domaine STI et accroître la coopération internationale. Les chercheurs britanniques sont bien intégrés dans les réseaux internationaux (partie 1^q, 1^r). Plusieurs initiatives favorisent le rapprochement avec les pays émergents. Le Technology Strategy Board (TSB) a ainsi lancé deux programmes de R-D collaboratifs et cofinancés, l'un avec la Chine (sur les technologies de fabrication durables), l'autre avec l'Inde (sur les soins de santé à bas prix et les technologies vertes, notamment dans le domaine énergétique), d'un montant total de 15 millions USD (10 millions GBP). Le gouvernement investit par ailleurs 115 millions USD (80 millions GBP) sur cinq ans dans le

Global Collaborative Space Programme avec les pays émergents. Une enveloppe supplémentaire de 108 millions USD (75 millions GBP) sera investie chaque année pour améliorer les capacités de recherche et d'innovation des pays émergents et établir des partenariats de recherche avec le Royaume-Uni.

Enjeu 3 : Encourager l'innovation d'entreprise, et soutenir l'entrepreneuriat et les PME. Plusieurs mesures ont été prises pour accroître l'innovation dans les entreprises et aider les PME, notamment via les programmes du TSB. L'initiative sur la recherche dans les petites entreprises (SBRI), qui vise à orienter l'innovation par le biais des marchés publics, a été étendue en 2013. Cette extension inclura l'ajout d'objectifs spécifiques pour les ministères clés, le but étant que la valeur des marchés publics passés dans le cadre de la SBRI passe de 57 millions USD (40 millions GBP) en 2012-13 à plus de 290 millions USD (200 millions GBP) en 2014-15. Le programme Innovation Vouchers, lancé en 2012, doit permettre aux startups, micro-entreprises et PME britanniques de bénéficier de conseils et d'expertise – pour une valeur maximale de 7 000 USD (5 000 GBP) – de la part des universités, organismes de recherche ou autres fournisseurs de connaissances privés. Le dispositif Launchpads aide à la mise en place et à la consolidation de pôles d'activité regroupant des entreprises spécialisées dans certaines technologies de pointe et implantées dans des zones géographiques bien précises. Launchpads fournit un financement de base aux projets de R-D approuvés, et sert de catalyseur en aidant les entreprises porteuses de ces projets à attirer des investissements. Le Royaume-Uni met actuellement en place une nouvelle banque nationale de développement, la British Business Bank, qui proposera plusieurs solutions de crédit et de garantie aux PME britanniques.

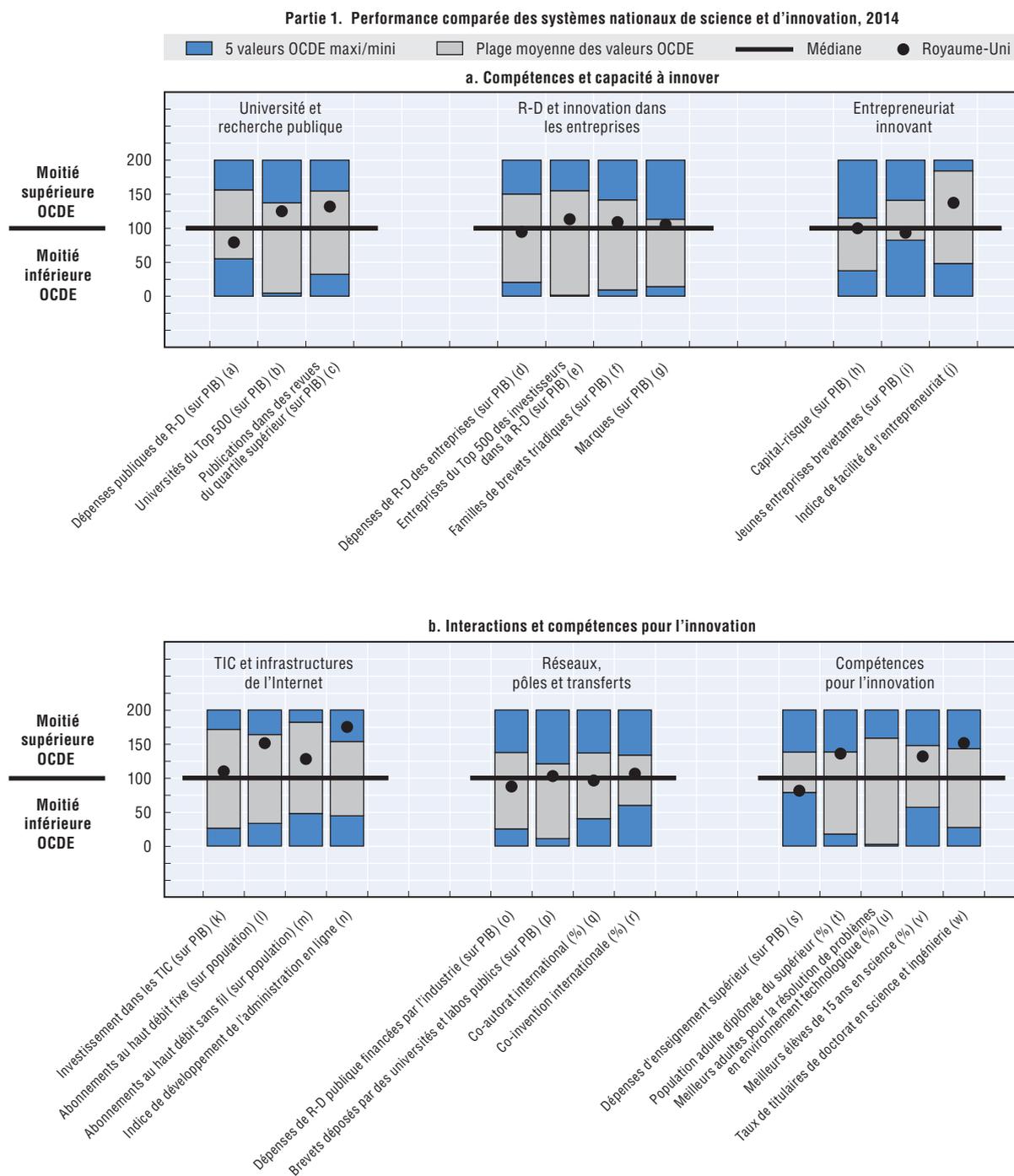
Le système STI du Royaume-Uni en bref

Gouvernance des politiques STI : Le Royaume-Uni s'intéresse de plus en plus à la faisabilité et aux avantages d'une évaluation systémique, car il estime que les évaluations individuelles des différents moyens d'action ne renseignent pas forcément sur l'ampleur réelle de leur impact dans des contextes complexes. L'examen par le TSB de la plateforme

Chiffres clés, 2013

Productivité économique et environnementale	GBR	OCDE	Dépenses intérieures brutes de R-D	GBR	OCDE
Productivité du travail			DIRD		
PIB par heure ouvrée en USD PPA, 2013	46.6	47.7	En million USD en PPA, 2012	39 110	1 107 398
(taux de croissance annuel, 2008-13)	(-0.7)	(+0.8)	En % du total OCDE, 2012	3.5	100
Productivité environnementale			Intensité et croissance de la DIRD		
PIB par émission unitaire de CO ₂ en USD, 2011	4.8	3.0	En % du PIB, 2012	1.73	2.40
(taux de croissance annuel, 2007-11)	(+4.4)	(+1.8)	(taux de croissance annuel, 2007-12)	(-0.8)	(+2.0)
Demande verte			DIRD à financement public		
RNN par émission unitaire de CO ₂ en USD, 2011	4.4	3.0	En % du PIB, 2011	0.52	0.77
(taux de croissance annuel, 2007-11)	(+3.9)	(+1.6)	(taux de croissance annuel, 2007-11)	(-2.3)	(+2.8)

Graphique 9.42. La science et l'innovation au Royaume-Uni



Note : Indice de performance normalisé par rapport aux valeurs médianes observées dans la zone de l'OCDE (médiane de l'indice = 100).

d'innovation sur les véhicules sobres en carbone est un premier exemple de cette approche systémique de l'évaluation.

Universités et recherche publique : Le Royaume-Uni figure parmi les pays les plus représentés dans les publications internationales (partie 1^c), et un pourcentage élevé de ses universités – qui pratiquent des activités de recherche et déposent des brevets – se classe dans le Top 500 mondial (partie 1^b). La notion d'excellence joue un grand rôle dans le financement de la recherche universitaire, les dotations globales dépendant des résultats de l'application du cadre REF (Research Excellence Framework), qui évalue la qualité de la recherche. En 2013, les pouvoirs publics ont publié des consignes supplémentaires pour l'évaluation des EPR, qui permettent de déterminer et d'évaluer le rôle et l'impact de chaque établissement.

Research Councils UK a élaboré en 2013 une nouvelle politique sur la liberté d'accès, et fourni à plus d'une centaine d'universités des aides financières pour la mettre en œuvre. Les nouvelles mesures prises à cet égard sont notamment la création d'une passerelle sur la recherche (<http://gtr.rcuk.ac.uk/>) – qui permet l'exploration de textes et de données et instaure une dérogation à la liberté de l'information dans le domaine de la recherche –, ainsi que la mise en place en 2012 d'une Commission pour la transparence du secteur de la recherche – qui conseille le gouvernement sur la manière d'améliorer l'accès aux données de la recherche.

R-D et innovation d'entreprise : Parmi les aides publiques à la R-D et l'innovation d'entreprise, une plus grande importance est accordée depuis peu aux incitations fiscales. Le pourcentage de crédits d'impôt accordés aux PME pour les travaux de R-D atteint désormais 225 %, et le montant minimal de dépenses donnant droit à ces crédits a été supprimé en 2012. Le crédit d'impôt sur les dépenses de R-D (RDEC), mis en place en 2013, est légèrement plus généreux que l'allègement sur les dépenses de R-D pour les grandes entreprises. Il remplacera les crédits d'impôt actuels à partir de 2016. La subvention sur la R-D (RDA) permet d'alléger les dépenses en capital réalisées pour la R-D. Le dispositif Patent Box a été mis en place en 2013 pour inciter les entreprises à conserver et commercialiser leurs brevets existants.

Entrepreneuriat innovant : Une nouvelle législation sur les droits d'auteur entrera en vigueur en 2014 pour tenir compte des changements radicaux qu'a entraînés la révolution

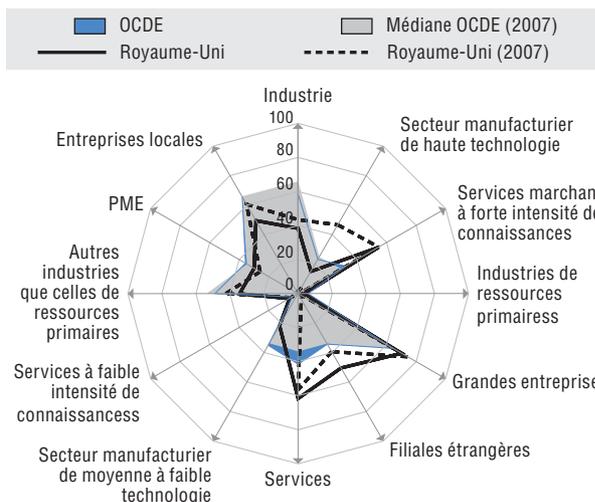
numérique au regard de la création et la distribution de supports (créatifs, scientifiques et théoriques). Cette législation étend les exceptions existantes aux droits d'auteur, mais en instaurant des garanties appropriées pour les détenteurs de ces droits. Les autres dispositifs susceptibles d'aider les inventeurs à améliorer l'efficacité de leur demande de DPI et la protection y afférente sont la boîte à outils IP for Business du Bureau de la propriété intellectuelle, et le Tribunal de commerce chargé des affaires de propriété intellectuelle.

Compétences et innovation : Le ministère de l'Éducation a prévu de consacrer jusqu'à 200 millions USD (135 millions GBP) sur quatre ans (2011-15) pour encourager l'enseignement de la science, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques (STIM). Le réseau STEMNET, qui relie des milliers d'établissements scolaires, d'universités et d'employeurs du domaine des STIM, permet aux jeunes de toutes origines – quelles que soient leurs capacités – de rencontrer des modèles qui les inspirent, de comprendre les applications des STIM dans la vraie vie, et d'expérimenter concrètement des activités relevant des STIM. Le gouvernement offre en outre des bourses plus généreuses pour accroître le nombre et la qualité des enseignants en science et en mathématiques. Le pays manque toujours de compétences dans le domaine de l'ingénierie, comme en témoigne l'étude *Perkins' Review of Engineering Skills* de 2013, qui appelle l'État et le secteur de l'ingénierie à se mobiliser pour susciter des vocations et remédier au manque de compétences dans le domaine. Cette étude formule 22 recommandations concernant principalement la notion de modèle, les fondations universitaires, la formation professionnelle et l'enseignement supérieur.

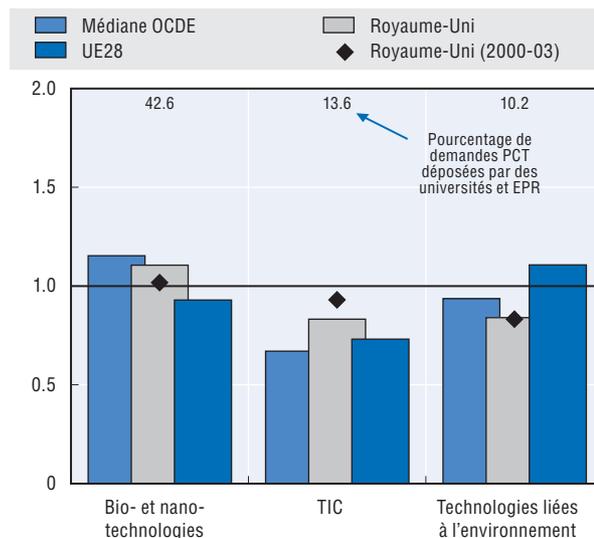
S'agissant de l'enseignement supérieur, les quotas appliqués au nombre total d'étudiants dans les EES publics seront supprimés à partir de 2015-16, ce qui permettra à l'ensemble des établissements de se livrer concurrence pour attirer les étudiants répondant aux exigences de qualification. Selon le gouvernement, cette mesure devrait ouvrir les portes de l'enseignement supérieur à 60 000 étudiants supplémentaires possédant les compétences nécessaires. De plus, en subventionnant les universités, les pouvoirs publics pourront encourager ces dernières à orienter les places supplémentaires vers les disciplines STIM, qui sont jugées essentielles pour la croissance économique à long terme.

Partie 2. Composition structurelle de la DIRDE, 2011

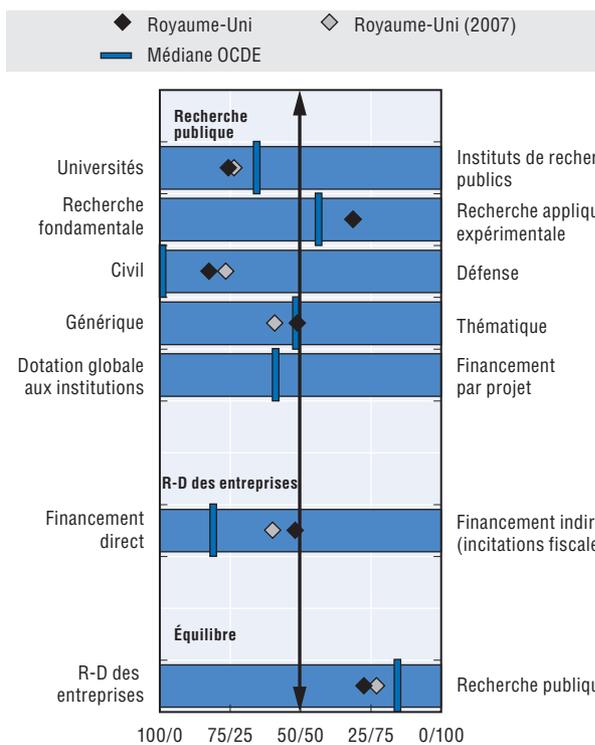
En pourcentage dans la DIRDE totale ou de sous-parties de la DIRDE (%)



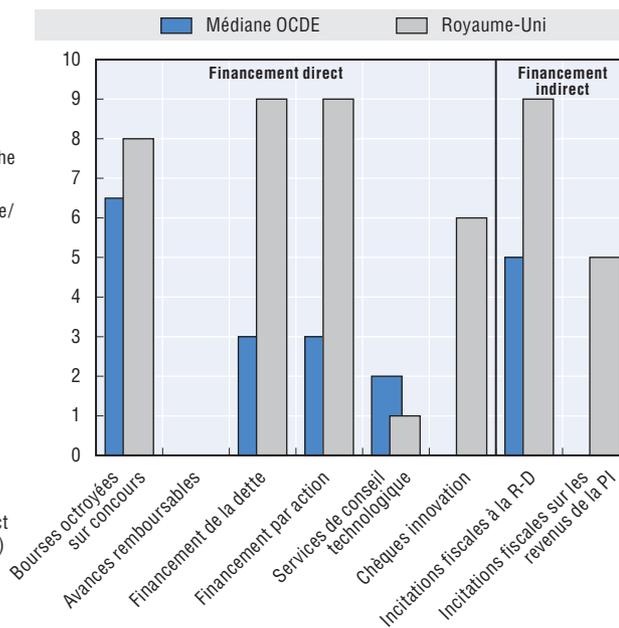
Partie 3. Avantage technologique révélé dans certains domaines, 2009-11
Indice basé sur les demandes de brevets PCT



Partie 4. Allocation du soutien public à la R-D et l'innovation, par secteur, type et mode de financement, 2012



Partie 5. Principaux instrument de financement public de la R-D des entreprises, 2014



Note : Les informations sur les politiques sont tirées des réponses des pays au questionnaire préparatoire des éditions 2012 et 2014 des *Perspectives de la science, de la technologie et de l'industrie* de l'OCDE. Les réponses du Royaume-Uni sont disponibles dans la base de données des *Perspectives*, édition 2014, accessible à l'adresse suivante : <http://qdd.oecd.org/Table.aspx?Query=267C6F83-9320-4084-8AC4-732422AF9AA0>.

Source : Voir le guide du lecteur et l'annexe méthodologique.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933307245>



Extrait de :

OECD Science, Technology and Industry Outlook 2014

Accéder à cette publication :

https://doi.org/10.1787/sti_outlook-2014-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2015), « Royaume-Uni », dans *OECD Science, Technology and Industry Outlook 2014*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/sti_outlook-2014-79-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.